

P^r FARID KACHA, CHEF DU SERVICE PSYCHIATRIE, EHS, CHÉRAGA :**«Nous avons de grandes difficultés à organiser des soins à l'extérieur des hôpitaux»**

Assurément, s'entretenir avec un médecin psychiatre est toujours un moment particulier tant il renvoie à nos préjugés, nos inhibitions ou la curiosité de voir déballées les choses refoulées au plus profond de notre inconscient. Fouiner dans le moi et le surmoi serait s'exposer à faire ressortir des troubles psychiques qui mettraient en cause notre stabilité mentale. Et c'est d'ailleurs ce que nous avons tenté de cerner avec l'éminent professeur Farid Kacha, chef du service à l'EHS de Chéraga, auteur de plusieurs livres sur la psychiatrie. Le profane que je suis est resté sur sa faim car s'attendant à de fumeuses analyses, des explications proches des mystères de la vie cachée. Il n'en est rien. L'invité du Soir d'Algérie aura joué parfaitement le rôle de praticien psychiatre puisque cette rencontre fut à maints égards comme une consultation pour avoir dédramatisé nombre de questions. On en sort quelques angoisses en moins...

**Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet**

Le Soir d'Algérie : Par médias interposés, le professeur Abdelhak Benouniche conteste la nomination à la tête du service de pédopsychiatrie d'un psychiatre pour adultes. Il n'hésite pas à parler d'OPA et de mise sous tutelle de ce service. Qu'en est-il, selon vous ?

Professeur Farid Kacha : J'ai ouvert une consultation de pédopsychiatrie à une époque où elle n'existait pas en tant que spécialité. J'ai alors proposé la formation de deux promotions de pédopsychiatres avec des psychiatres pour adultes avec l'OMS qui a financé le projet et le ministère de la Santé pour l'organisation et les meilleurs spécialistes européens en pédopsychiatrie. L'objectif était d'avoir dans les grandes villes et à l'intérieur du pays des psychiatres pour adultes qui s'intéressaient et consultaient déjà en pédopsychiatrie.

Un hôpital de jour pour la consultation en pédopsychiatrie a été ouvert. Il y a six en service de santé publique dans ce domaine, une équipe installée qui cumule une expérience de 20 ans. Il y a deux ans, ce service a été érigé en service universitaire. Entre-temps, la pédopsychiatrie a évolué en spécialité à part entière sur la base d'un arrêté ministériel.

Depuis deux ans, il y a des résidents en psychiatrie adulte et d'autres en pédopsychiatrie. Dans l'intervalle, quelqu'un qui ne s'est jamais intéressé à la pédopsychiatrie a désiré devenir chef de service, léasant ainsi cette équipe. C'est contraire à l'éthique.

Cette personne est affectée à Béjaïa où un hôpital pour enfants est construit et doté d'un service de pédopsychiatrie qu'il pourrait organiser. Voilà l'histoire.

Professeur, permettez-moi de ne pas entrer dans le domaine technique de la psychiatrie, votre spécialité depuis plus de 30 ans. J'aimerais que nous jetions un regard sur notre société tellement éprouvée ces deux dernières décennies. Quelles seraient les pathologies nouvelles ou récurrentes que vous avez observées, voire traitées ?

Il y a des problèmes de santé mentale universels qui sont les plus importants. Les plus récurrents sont la psychose qui s'accompagne de délires et désocialise. Les personnes atteintes commettent des actes délictueux et se retrouvent en prison.

Ce sont ces personnes que vous voyez dans la rue. Nous avons de grandes difficultés à organiser des soins à l'extérieur des hôpitaux comme dans tous les pays.

Il s'agit de maladies chroniques qui apparaissent à un âge relativement jeune et durent toute la vie. C'est le problème majeur de la psychiatrie pour adultes.

Quel serait alors votre sentiment intime face à cette situation ?

Alger, la capitale, s'est beaucoup agrandie et les structures nécessaires à la prise en charge de ces patients n'ont pas suivi. On aura de plus en plus de problèmes. Certes il y a eu la construction de nouveaux hôpitaux mais pas pour la psychiatrie. Ces malades représentent 2 à 3% de la population, c'est incontournable. Tôt ou tard nous nous retrouverons avec des malades errants.

Pourquoi apparaissent-ils en été ?

Il arrive que les malades de l'intérieur du pays viennent à Alger. En période estivale, c'est plus facile de déambuler dans les rues, de dormir n'importe où.

Pourquoi sont-ils particulièrement agressifs envers les femmes ?

Ils ont peut-être des restes de séduction et voudraient les intéresser et se montrent parfois agressifs. Mais ils s'en prennent aussi à tout le monde quand ils sont dans un état de délire ou quand ils se sentent persécutés. Très souvent ils ne sont pas dangereux mais peuvent le devenir.

La décennie noire interpelle toujours quant aux chocs induits et traumatismes provoqués. Quel traitement adapter pour 2 millions d'Algériens concernés, selon une étude ?

Avancer comme cela des chiffres ne correspond pas à la souffrance des individus. Il y a des gens qui tolèrent beaucoup, d'autres oublient rapidement ou s'avèrent beaucoup plus marquées. Il y en a qui ont émigré, ceux qui souffrent en silence, d'autres sont atteints de maladies somatiques et de stress. On consulte pour des insomnies parce que l'on a perdu un père ou une mère dans des conditions dramatiques.

La tragédie que nous avons vécue et l'instabilité mentale expliquent-elles à elles seules la montée de la violence dans la société ?

Il y a toujours la question de savoir pourquoi à un moment donné il y a recrudescence de la violence dans la société.

Cela arrive quand vous avez l'impression qu'il n'y a pas de justice ou que vous êtes face à des comportements excessifs qui ne sont pas réfrénés. Voir quelqu'un cracher dans la rue vous pousse à penser qu'il n'y a pas de lois, d'ordre. Il y a des moments où l'on n'est plus tolérant. Il y a des niveaux de tolérance en rapport avec la conduite en voiture, la qualité de la réception dans une administration. En conséquence, on a tendance à moins respecter l'autre.

Sommes-nous une société plus violente que les autres ?

Plus une société tolère, plus il y a de la violence. Il y a quelques années, le maire de New York avait décidé une action «Tolérance zéro», résultat : les prisons s'étaient remplies. Il est ainsi arrivé à faire baisser la violence. L'exemple a été suivi à Londres ainsi que dans d'autres pays d'Europe. Mais pour cela, il faudrait se préparer en construisant de nouveaux centres de détention, augmenter le nombre d'intervenants en justice et au sein de la police.

La violence c'est aussi le viol des enfants, y compris par des imams censés être les gardiens de la morale...

La pédophilie c'est autre chose. Le viol des enfants dans le monde a toujours existé mais aujourd'hui chez nous il est très médiatisé. Les victimes s'en plaignent et les médias rapportent ces faits parce qu'il y a beaucoup plus de liberté de parole.

La grande réflexion est comment anticiper ces actes brutaux, imprévisibles. C'est très difficile d'éradiquer ce fléau, même en augmentant les peines ou les effectifs de police.



Professeur Farid Kacha.

Vide juridique ?

Oui, et dans le cas de parents maltraitants comment s'occuper de l'enfant qu'on leur retire ?

Le psychiatre face aux gangs de quartier, quelle attitude adopter ?

Vous savez, nous, en tant que praticiens, nous n'avons pas de responsabilités directes. Notre rôle intervient dans les expertises quand des parents nous saisissent. Les relogements se font dans l'urgence dans des cités qui n'ont même pas encore de nom (cité des 1 000 logements, etc.). Ce rassemblement brutal de beaucoup de gens qui ne se connaissent pas et où il y a beaucoup de jeunes à occuper crée une situation extrêmement difficile. Et c'est pareil quand il faut mettre en place les équipements d'accompagnement.

Le taux de suicide atteint des niveaux effrayants, ça fait peur...

J'ai fait ma thèse de doctorat en 1968 sur les conduites suicidaires. L'impression qu'il y a beaucoup de suicides vient de leur médiatisation. Avant, les journaux n'en parlaient pas ou très peu. Si on se compare à d'autres pays, comme la Russie par exemple, il y a 10 fois plus de suicides que chez nous.

Les mobiles du suicide sont-ils les mêmes aujourd'hui que ceux d'il y a 30-40 ans ?

Ce sont les mêmes. Il y a la dépression grave, certaines psychoses aiguës chez les jeunes, la misère sociale. Il n'y a pas une raison, c'est multifactoriel. Par contre, le fait nouveau c'est le suicide par le feu, l'immolation, qui prend de l'ampleur. Il reste que nous ne sommes pas un pays particulièrement suicidogène. Il n'y a pas plus de suicides chez nous qu'ailleurs. Dans les tentatives de suicide ce sont les hommes qui sont les plus concernés.

La femme dans la société en crise durant ces dernières années devient, malgré elle, un enjeu dans les affrontements culturels et idéologiques. Pour le psychiatre d'expérience que vous êtes, quelle lecture en faites-vous ?

C'est un sujet complexe. Une société c'est un ensemble de phénomènes évolutifs d'une grande complexité. Dans notre société, le couple n'existe pas. La cellule essentielle c'est la famille où les rapports les plus solides sont maternels, pèsent de tout leur poids et la maman est au centre de l'affection. Il faut comprendre aussi que notre société a séparé les lieux publics qui appartiennent à l'homme et les lieux domestiques réservés à la femme. Aujourd'hui, celle-ci est à l'extérieur, elle concurrence l'homme sur le plan économique. Par réaction, pour certains, elle n'est pas à sa place. Elle devient alors un bouc émissaire chaque fois qu'il y a une crise économique. C'est à l'homme de nourrir la famille qui est une capacité virile et non la femme. Ce passage de la femme cloîtrée et responsable à la maison à la femme qui travaille qui a envahi le champ social, qui a de l'autorité, est difficile. Ce passage est rapide et très compliqué. Pour le couple, le passage de la famille patriarcale, agnatique à la famille moder-

ne est difficile. La mère a l'habitude de gérer l'affection de son fils. La bru est une étrangère, une *barania*. Vous voyez donc que ces facteurs sociaux sont d'une grande complexité.

On parle souvent de laxisme de l'Etat face aux fléaux sociaux qu'on vient d'évoquer. Est-il dépassé pour autant ? Portez-vous ces problèmes au niveau des réunions interministérielles ?

Je n'assiste pas aux réunions interministérielles. Moi, je m'occupe des gens qui souffrent, je les soigne et les accompagne. Il y a l'inculture et l'absence de curiosité pour évoluer. On ne lit pas suffisamment, on est paresseux pour chercher la connaissance, augmenter son niveau de conscience. On ne travaille pas pour s'élever. On est pour la facilité...

Quels seraient les axes d'intervention de la société de psychiatrie que vous présidez par rapport à la thématique de la santé mentale en Algérie ?

Relancer le développement de la spécialité, multiplier les interventions et nous rapprocher plus des gens qui souffrent car plus ils sont loin plus ils ne viendront pas consulter. Quand on construit une cité, il faut réserver des espaces, des rez-de-chaussée ou des sous-sols, pour prendre en charge des enfants et favoriser les consultations pour les gens. Un jour ou l'autre, ces grands ensembles urbains vont nous poser des problèmes. Ouvrir des commerces d'accord, mais il faut aussi réserver la moitié des espaces pour le social d'autant que nous avons un ministère de la Solidarité et un ministère de la Santé attentifs. Il ne faut pas attendre que les problèmes se posent pour les traiter.

On en parle depuis longtemps...

Il faut toujours en parler, c'est une réflexion permanente à mener. Il y a quand même des choses qui se font, il y a de plus en plus de médecins...

800 psychiatres pour la santé mentale en Algérie, c'est un nombre qui répond aux besoins ?

C'est un chiffre plus important que ceux de nos voisins. Ceci dit, plus on aura de praticiens, plus on améliorera notre confort. Je vous rappelle qu'en 1962, il n'y avait pas un seul psychiatre algérien pour 6 000 lits de psychiatrie. Il y avait une école de psychiatrie raciste où l'on ne voulait pas former des Algériens. Quand Fanon est venu à Blida, il y avait un service femme indigène, un service européen femme et un service européen homme et un service indigène homme. Fanon a essayé de changer tout cela mais il a été vite expulsé. Les quelques Algériens qui travaillaient avec lui sont montés au maquis. Il a fallu attendre 1966 pour voir venir de l'étranger un ou deux psychiatres. Malgré la décennie noire, on est arrivé à construire des hôpitaux dans toutes les régions. Dans toutes les grandes villes, il y a des services de psychiatrie dont la moitié est installée en privé. On commence vraiment à s'occuper de l'enfant pour prévenir les troubles de l'adulte. Dans l'ensemble ça avance même si ce n'est pas à la vitesse que l'on souhaite.

Y a-t-il une prise de conscience des pouvoirs publics quant à l'importance de la prise en charge de la santé mentale de la population ?

On peut mieux faire car c'est en dessous de nos attentes. Mais il y a des problèmes sérieux comme les cancers, les maladies infectieuses, etc. Comment définir les priorités ? On ne donne à têter qu'à l'enfant qui crie. Les malades mentaux ne descendent pas manifester dans la rue, ils sont les derniers servis.

De quel apport a été le défunt professeur Bachir Ridouh ?

Dès le début, il a choisi la médecine médico-légale pour les personnes ayant commis des actes délictueux nécessitant une hospitalisation en service fermé. C'est une spécialité particulière qu'il a développée et a formé de jeunes praticiens. Son rôle était essentiel dans ce domaine.

B. T.

taouchichetbrahim@gmail.com